

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 07/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SITDCE UIOM**

SITDCE  
32 Cours Sainte Anne  
68000 Colmar

Références : 0006700386\_2026\_04\_28\_SITDCE\_VIPPC  
Code AIOT : 0006700386

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement SITDCE UIOM implanté 174 rue du Ladhoff 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle portant notamment sur l'application de certaines dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2023 relatif à la surveillance environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITDCE UIOM
- 174 rue du Ladhoff 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation concernée par le contrôle est un incinérateur qui traite des ordures ménagères et des déchets d'activités économiques.

Le procédé de traitement permet par ailleurs de produire de la vapeur afin d'alimenter le réseau de chaleur de l'agglomération colmarienne.

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
- Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 7 février 2023 portant prescriptions complémentaires au SITDCE pour la surveillance environnementale de son installation d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités économiques située à COLMAR (68)

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Programme de surveillance environnementale	AP Complémentaire du 07/02/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
4	Etalonnage des équipements de mesure en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 07/02/2023, article 2	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet
5	Plan de gestion OTNOC, plan d'amélioration-évaluation périodique	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.2	Sans objet
6	Plan de gestion OTNOC, compteur	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1	Sans objet
7	Mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 2.2.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection deux demandes d'actions correctives relatives à la mise à jour du programme de surveillance environnementale et à l'étalonnage des équipements de mesure en semi-continu.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/02/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2025</li></ul>

## **Prescription contrôlée :**

*L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.*

*Il concerne les poussières, les dioxines et les métaux.*

### **1. Principe et objectifs du programme de surveillance**

*L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement, dit « programme de surveillance ». Le programme de surveillance est transmis, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant décrit dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance. Il y est notamment spécifié :*

- l'objectif de la surveillance environnementale ;*
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...);*
- la nature des émissions associées à l'installation (diffuses, canalisées) ;*
- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;*
- la nature des milieux environnants et le contexte local ;*
- la nature des polluants recherchés (choix des métaux d'intérêt) ;*
- le choix et la justification des périodes de mesures ou de prélèvements ;*
- la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;*
- les points de mesure et leur justification ;*
- le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.*

*Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (condition météo), l'emplacement des points de mesure. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé le plus important. Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).*

*Le cas échéant, l'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toute modification des conditions de surveillance du milieu, avec tous les éléments d'appréciation.*

## **Constats :**

Pour rappel, il était demandé à l'exploitant, à l'issue de l'inspection du 29 avril 2025, de justifier que la méthode dite par déposition élémentaire répondait aux objectifs demandés par le programme de surveillance porté par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2023, tant sur le prélèvement que sur l'analyse ainsi que les critères du guide "Surveillance dans l'air autour des installations classées" de l'INERIS (version de décembre 2021).

Dans sa réponse du 7 août 2025, l'exploitant a apporté les argumentaires du bureau d'études l'accompagnant concernant la fiabilité, la reproductibilité et l'expression des résultats (semi-quantitatif) de la méthode dite par déposition élémentaire. Par courriel en date du 5 septembre 2025, considérant les éléments apportés dans cette réponse, l'Inspection a notifié à l'exploitant que la méthode dite par déposition élémentaire ne répondait pas aux objectifs demandés par le programme de surveillance porté par l'article 2 susmentionné.

Il est constaté que, pour l'année 2025, l'exploitant a mis en œuvre une surveillance par jauges

reconnue et normée. En complément, l'exploitant a réalisé une nouvelle fois la méthode dite par déposition élémentaire afin de réaliser une transition entre les deux méthodes en termes de résultats obtenus (même si ceux-ci ne peuvent être comparés entre eux). L'exploitant a par ailleurs conservé dans son programme l'analyse par bioaccumulation lichénique. Toutefois, l'exploitant n'a pas remis à jour son programme de surveillance en conséquence. Cela constitue une non-conformité. S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/02/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesure dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>2. Campagne de mesure de l'environnement</b>  <i>[...] Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur. Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation, avec une résolution horaire, au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques en vigueur. Une campagne de mesure dans l'environnement est réalisée, a minima, tous les ans.</i></p> <p><b>3. Expression des résultats</b>  <i>Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées dans le rapport annuel et contiennent l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension et a minima :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les protocoles de mesures, prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles ;</li> <li>• pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;</li> <li>• une comparaison des résultats de mesures par rapport aux données issues des campagnes de surveillance précédentes ;</li> <li>• l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement ;</li> <li>• en cas d'anomalies, des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier. Les niveaux mesurés aux points d'impact retenus sont appréciés par rapport aux valeurs repères disponibles et actualisées (valeurs de référence disponibles, environnement local témoin, état initial, comparaison entre les différents points de mesure, valeur seuil de qualité de l'air).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 29 avril 2025, il était constaté que les rapports d'analyses indiquaient une rose des vents issue d'un organisme externe de référence dont la station la plus proche était à</p>

22km alors que l'incinérateur disposait d'une station météorologique interne. Il était demandé à l'exploitant de fournir ces données à l'organisme externe pour les futures surveillances, ainsi que de transmettre le rapport de surveillance de la méthode dite par déposition élémentaire pour l'année 2024, en s'attachant à comparer les niveaux mesurés aux points d'impact retenus par rapport à des valeurs repères disponibles et actualisées.

Il est constaté que le rapport transmis pour l'année 2024 comporte ces éléments sans toutefois correspondre à des niveaux d'analyses comparatifs fiables, en lien avec l'absence de normalisation de la méthode dite par déposition élémentaire (cf. point de constat n°1).

L'exploitant présente en séance, pour l'année 2025, la surveillance environnementale effectuée à l'aide de jauges.

Il est constaté que :

- les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur ;
- les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur ;
- l'exploitant n'a pas pu transmettre les données de sa station météorologique, celle-ci ayant subi une avarie. Il est actuellement à la recherche de solutions de remplacement. L'organisme externe a utilisé les données météorologiques de la station de l'organisme externe de référence susmentionné. Compte-tenu de ce contexte particulier, cela n'amène pas de remarques de l'Inspection ;
- l'expression des résultats est conforme au paragraphe 3 de l'article 2 susmentionné.

L'organisme conclut que la majorité des congénères de dioxines et furanes n'est pas détecté, que les dépôts sont faibles et compris dans le bruit de fond, que le dépôt maximal est observé dans la station la moins exposée aux vents dominants. Concernant les métaux, il conclut que les dépôts sont inférieurs aux valeurs limites annuelles allemandes et suisses et inférieurs aux moyennes d'une zone rurale d'après l'INERIS.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7, point 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm <sup>3</sup> )	Unité existante	Unité nouvelle	P é r i o d e d'établissement de la moyenne
---------------------------------	-----------------	----------------	---------------------------------------------------

<i>Poussières</i>	5	[...]	<i>moyenne journalière</i>
<i>COVT</i>	10		<i>moyenne journalière</i>
<i>CO</i>	50		<i>moyenne journalière</i>
<i>HCl</i>	8		<i>moyenne journalière</i>
<i>HF</i>	1		<i>moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage</i>
<i>SO2</i>	40		<i>moyenne journalière</i>
<i>NOx</i>	80 (2)		<i>moyenne journalière</i>
<i>NH3</i>	10		<i>moyenne journalière</i>
<i>Cd+Tl</i>	0,02		<i>moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage</i>
<i>Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu +Mn+Ni+V</i>	0,3		<i>moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage</i>
<i>Hg</i>	0,02		<i>moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage</i>
<i>PCDD/PCDF (ng I- TEQ/Nm3)</i>	0,08		<i>moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage</i>

(2) La valeur est de 150 mg/Nm<sup>3</sup> si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm<sup>3</sup> et 150 mg/Nm<sup>3</sup> par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.



*[l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 fixe la VLE pour les NOx à 80 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière. Il s'agit donc de la VLE opposable pour ce paramètre]*

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de mesure des rejets de polluants à l'atmosphère pour la ligne 1 (rapport du 20 novembre 2025, intervention les 22 et 23 octobre 2025) et la ligne 2 (rapport du 19 novembre 2025, intervention les 20 et 21 octobre 2025).

Il est constaté que pour la ligne 2, seules les valeurs moyennes de NOx (79,8 mg/Nm<sup>3</sup>, incertitude de +/- 3,4 mg/Nm<sup>3</sup>) et de HCl (7,7 mg/Nm<sup>3</sup>, incertitude de +/- 1,7 mg/Nm<sup>3</sup>) sont mesurées proches de la valeur limite d'émission (au-delà en fonction de l'incertitude de mesure). Toutefois, compte-tenu de cette incertitude, il n'est pas proposé de suites administratives.

Le reste des paramètres susmentionnés se situent en-deça des valeurs limites d'émissions (incertitudes de mesures comprises) ainsi que l'ensemble des paramètres de la ligne 1.

Cela n'amène pas de remarques de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Etalonnage des équipements de mesure en semi-continu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air, PCDD/F

**Prescription contrôlée :**

*« [...] L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des États membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes. « L'installation correcte et le fonctionnement des équipements " de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux " sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. [...] »*

**Constats :**

Le contrôle porte sur le système de mesure en semi-continu de la teneur des fumées en dioxines et furannes ainsi qu'en polychlorobiphényles dite « dioxin-like ». Cette mesure en semi-continu des PCDD/F et dioxin-like consiste à faire passer les gaz sur un support de prélèvement commun (cartouche).

Ce support est périodiquement changé à une fréquence mensuelle par le laboratoire agréé. Les

mesurages en semi-continu doivent être réalisées selon les normes XP CEN/TS 1948-5 | mai 2015 (1) et le guide d'application GA X43-139 décembre 2014 (2).

La spécification technique XPCEN/TS 1948-5 est en cours de révision en vue de passer au statut de norme homologuée.

La norme (1) dispose dans sa partie 7 et 8 des actions visant au respect des exigences de qualité dont :

- le blanc de site à réaliser deux fois par an (cf. 7.3.1) ;
- l'assurance qualité du prélèvement isocinétique ;
- le contrôle d'étanchéité ;
- l'assurance qualité des mesurages de condition de l'effluent gazeux (teneur en O<sub>2</sub>, température, pression, humidité), ici commun avec l'AMS en continu.

Le guide d'application X 43-139 prévoit une comparaison à fréquence annuelle entre un contrôle manuel réglementaire réalisée selon la norme NF EN 1948-1 et un mesurage par le pré-leveur sur la même durée.

Le rapport produit à l'issue de chaque changement de cartouche et incluant les résultats « mensuels » présenté mentionne un test de fuite au début et à la fin de prélèvement. L'exploitant rendra compte si ce test correspond bien au contrôle d'étanchéité prévue par la norme susvisée. Le rapport indique également un blanc de site annuel alors qu'il doit être biannuel.

Néanmoins, il n'est pas réalisé par ailleurs d'étalonnage à fréquence au moins annuelle de l'appareil à l'appui de mesures comparatives d'une courte durée (cartouche et mesure dite SRM selon la méthode de référence normalisée) dans un objectif de conclure sur la conformité de la mesure en semi-continu. L'exploitant a déclaré s'être rapproché d'un laboratoire agréé pour réaliser ce type de prestation au cours de l'année 2026. Le bon de commande a été transmis à l'inspection par courriel le 30 avril 2026.

Aussi, considérant cet engagement, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

(1) XP CEN/TS 1948-5 | Mai 2015 : Émissions de sources fixes - Détermination de la concentration massique en PCDD/PCDF et PCB de type dioxine - Partie 5 : prélèvement à long terme de PCDD/PCDF et PCB

(2) GA X43-139 | décembre 2014 : Émissions de sources fixes - Guide pour les tests de performance et de suivi périodique des systèmes de mesure en semi continu des PCCD/F et pour la gestion des cartouches

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 :** Plan de gestion OTNOC, plan d'amélioration-évaluation périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air

**Prescription contrôlée :**

« L'évaluation périodique consiste en : [...] »

- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que l'exploitant a réalisé l'évaluation annuelle des situations autres qu'en conditions normales (OTNOC). Il recense vingt situations OTNOC dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- huit situations de pannes ponctuelles (cinq d'ordre électriques, deux mécanique, une fuite) ;</li> <li>- cinq casses de barreaux issus d'explosion de bouteilles de protoxydes d'azote dans le four pour lequel il est rappelé à l'exploitant de déclarer ces incidents sur le portail idoine (<a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a>) ;</li> <li>- sept directement liés aux arrêts pour maintenance (y compris redémarrage).</li> </ul> <p>L'exploitant n'identifie pas de situations reproduites dans le temps qui aurait amené à mettre à jour la liste des situations OTNOC ou à mettre en œuvre des mesures correctives pérennes.</p> <p>L'exploitant indique qu'il comptabilisera l'arrêt et le redémarrage d'une ligne comme une situation en 2026 (contre deux situations comptabilisées en 2025).</p> <p>Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**N° 6 : Plan de gestion OTNOC, compteur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an [...] »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que le cumul de situations OTNOC en 2025 est de 40h06 pour la ligne 1 et 27h30 pour la ligne 2.</p> <p>La durée d'indisponibilité pour les compteurs mercure atteint respectivement 22h30 pour la ligne 1 et 1h pour la ligne 2.</p> <p>Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**N° 7 : Mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 2.2.5</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« <i>Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut</i></p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

*réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.»*

**Constats :**

Il est constaté que l'exploitant a réalisé une mesure des principaux paramètres à l'arrêt de la ligne 2 le 29 août 2025 et au redémarrage de la ligne 2 le 25 septembre 2025.

Les concentrations relevées sont hors valeurs limites d'émission (cf. point de contrôle n°3) à l'arrêt pour la somme des métaux, le monoxyde de carbone et le paramètre NOx tandis qu'aucune valeur mesurée au redémarrage n'est hors valeur limite d'émission. Il convient de noter que la situation est traitée en OTNOC.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite